

Retraite : le rendez vous majeur de 2010

La solidité d'un régime par répartition repose sur la confiance qu'ont les actifs cotisants, particulièrement les plus jeunes d'entre eux, dans le niveau de la pension qu'ils percevront à leur tour. Le gouvernement et le Medef veulent continuer sa remise en cause en 2010. Pour enrayer cette mécanique infernale, nous devons conforter l'ensemble des régimes par l'existence d'un socle commun, avec une réforme des financements permettant de garantir l'avenir pour chacun des régimes. Loin de la volonté du Medef et de l'UMP de mettre en place une réforme générale consistant à fusionner tous les régimes actuels en un seul, qui remettrait en cause la retraite à 60 ans.

Face à cette offensive, la CGT ne veut pas laisser chaque régime se battre isolément, ce qui ferait le jeu de ceux qui veulent imposer une régression historique en matière de retraite. Avec la proposition d'une « maison commune des régimes de retraite », tout à l'opposé d'une mise en cause des régimes actuels, nous visons à créer les conditions d'une gestion transparente des régimes, afin d'assurer pour les nouvelles générations la sécurité du financement et la transparence. Oui, nous devons et nous pouvons répondre présents face au défi lancé par le Président de la République qui entend faire des retraites le « marqueur de sa volonté de réforme ». La retraite sera pour la CGT, le « marqueur de la volonté de résistance des salariés ». La CGT poursuit sa mobilisation pour un droit à la retraite, à taux plein, pour tous, à 60 ans, avec un taux de remplacement de 75% du salaire.



Branche Poste

Conditionnement

Avec près de 400 millions d'euros de bénéfices, les chiffres communiqués lors du CA du 17 décembre discréditent la campagne d'affolement sur la situation économique du Groupe La Poste. Les déclarations alarmistes sur la baisse des volumes du courrier sont démenties par les chiffres réels de diminution du chiffre d'affaires courrier qui seront de 3 à 4% ! En déclarant que tous les chiffres sont au rouges, M. Estrosi aurait-il déjà exclu La Banque Postale du Groupe ? Nous espérons que ses affirmations sur La Poste « imprivatisable » sont plus sérieuses que ses envolées de tribun à l'assemblée nationale. On peut s'interroger sur cette campagne de catastrophisme. Légitimer l'ouverture de capital encore plus rapidement ? Peser sur l'état d'esprit des postiers pour qu'ils en rabattent sur leurs revendications ? Légitimer les restructurations à venir en cascade ? Nous appelons les personnels à la vigilance, à s'unir pour préserver leurs droits et garanties collectives et à affirmer leurs exigences en matière de santé au travail.

Stopper tout

Projet voté ou pas nous avons une certitude : les attentes de l'encadrement n'auront pas trouvé de réponse. Par l'accumulation des réorganisations, son quotidien se détériore. Très vite. Leur confiance dans la qualité de leur avenir professionnel et personnel est à la hauteur du désintérêt que les dirigeants porte aux cadres. Le malaise, le mal être s'accroissent et gagne la quasi totalité d'entre nous. Il faut que ça cesse. Depuis des mois notre fédération et son union fédérale des cadres interviennent auprès de La Poste pour que toutes les réorganisations en cours soient arrêtées. Il faut faire un bilan des précédentes et réparer les dégâts avant qu'il ne soit trop tard. Il en va de la responsabilité sociale de nos dirigeants.

Branche Télécoms

4e licence mobile : quel plus ?

Plutôt que d'imposer aux opérateurs la couverture des zones blanches, le gouvernement et l'ARCEP ont finalement tranché en faveur de la 4^e licence, c'est Free, seul candidat qui vient de l'acquérir. Pour préserver les marges et le niveau de redistribution aux actionnaires, les opérateurs ont pratiqué, dans tous les pays, des réductions drastiques de coûts (entretien du réseau, externalisation d'activités, baisse des emplois, précarisation...). Les usagers, s'ils peuvent dans un premier temps être alléchés par certaines offres, risquent vite de constater une baisse de la qualité de service, de nouvelles prestations payantes....

Plutôt que développer un 4^e réseau mobile, la CGT propose la mutualisation des infrastructures et des réseaux afin de réaliser des économies d'échelle. La CGT sera aux côtés des salariés de tous les opérateurs et des usagers pour gagner l'orientation des richesses créées vers l'emploi, les salaires, les besoins de la population, le progrès social et l'intérêt général.

Négociation salariales 2009 : échec à Bouygues Télécom !

Bouygues Télécom se distingue encore par son cynisme. Alors que l'entreprise annonce des performances commerciales excellentes sur le fixe et le mobile, ceux qui en sont à l'origine, les salariés, devront se contenter de miettes.

Elle ne propose en effet qu'une « recommandation individuelle » de 1,5%, avec (au mieux !) 2,5% en cas de promotion !

Bouygues Télécom veut offrir à ses clients « plus pour moins cher », et offre à ses salariés « plus de travail pour moins de reconnaissance ! »

La CGT exige l'intégration des bonus dans les salaires, l'arrêt des externalisations, des embauches et l'amélioration des conditions de travail de ceux qui restent.

Échos

Solidarité aux collègues camerounais

Notre Fédération a envoyé un message de soutien aux salariés d'Orange Cameroun et au syndicat national de la communication Synacom Orange, qui sont en grève depuis le 9 décembre pour dénoncer des conditions de travail désastreuses : travail tous les jours, pas de repos, pas d'heures supplémentaires, aucun barème objectif des salaires.

De plus, la CGT a interpellé Didier Lombard, lors d'un Conseil d'Administration, pour lui rappeler l'accord mondial sur les droits sociaux fondamentaux, dans lequel France Télécom est engagé au niveau mondial. Cet accord demande, en outre, le respect des libertés individuelles et le principe de la négociation syndicale. La CGT a exigé que tout soit mis en œuvre par France Télécom pour que des négociations sincères s'engagent au plus vite.

Conditions de travail

La Ré-humanisation à l'ordre du jour

Le cabinet d'expertise Technologia a présenté l'analyse du questionnaire auquel 80% du personnel de France Télécom a répondu. Cela démontre sa volonté d'exprimer et de faire connaître son mal vivre au travail. Cela traduit aussi la rupture qui existe entre la direction et le personnel. La gravité de la situation sociale que la CGT et l'ensemble des organisations syndicales dénoncent depuis de nombreuses années est confirmée.

Dans sa très grande majorité le personnel exprime la dégradation de son sentiment d'appartenance au Groupe France Télécom et son insatisfaction de ses conditions de travail. Des réponses doivent être apportées d'urgence. Rendues incontestables par cette expertise, les propositions transformatrices de la CGT et des organisations syndicales doivent se traduire concrètement par de nouvelles avancées significatives dans les négociations en cours. La CGT appelle l'ensemble du personnel à poursuivre la mobilisation pour imposer la ré-humanisation de France Télécom.

Mêmes causes, mêmes effets

Il y a un an naissait le Pôle emploi de la fusion des Anpe et des Assedic. Aujourd'hui, les agents sont débordés, déboussolés et déqualifiés. Les syndicats tirent la sonnette d'alarme depuis des mois sur les risques que fait peser le stress lié à la mise en place de la réforme dans un contexte d'explosion du nombre d'inscrits lié à la crise. Les salariés de plusieurs agences de Pôle emploi se sont déjà mobilisées pour protester contre la réforme qui les oblige à être polyvalents et pouvoir, malgré des formations courtes, renseigner sans erreur un chômeur sur son indemnisation tout en facilitant sa recherche d'emploi. Réduire le personnel, au nom soit disant « d'économie », au point qu'il ne puisse pas effectuer son travail correctement, c'est priver le salarié de la fierté du travail bien fait et aussi priver le chômeur d'un service de qualité.

International

Les Espagnols dans la rue

«Ne les laissez pas profiter de la crise !» C'est sous ce mot d'ordre, adressé notamment au patronat, que près de 200 000 manifestants ont défilé, samedi 12 décembre, dans les rues de Madrid, à l'appel des principaux syndicats du pays, l'UGT (Union General de Trabajadores) et la Ccoo (Confederación Sindical de Comisiones Obreras). Dans la ligne de mire des manifestants, un projet de relance de l'économie espagnole concocté par le gouvernement, qui repose sur une remise en cause des acquis sociaux et l'assouplissement du droit du travail. L'UGT comme la Ccoo accusent le patronat de refuser toute négociation pour utiliser la crise comme un argument de déréglementation massive. Comme quoi, les mauvaises pratiques n'ont pas de frontières.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr/Cadres

Échos

Pour sortir de la crise...

Le séisme qui secoue l'économie mondiale depuis l'été 2008 est dû au modèle de développement fondé sur la dévalorisation du travail et sur d'énormes dégâts sociaux et écologiques. Aujourd'hui rien n'est fait pour en finir avec les exigences de rendements financiers démesurés qui détruisent les emplois ni pour contrôler l'action des banques et l'usage des fonds publics. Pour favoriser un développement humain durable et inventer ainsi une autre réponse à la crise financière et économique N. Mansouri-Guilani, responsable des activités économiques de la CGT, et JC. Le Duigou membre de la commission économique de la Nation et membre du Conseil d'orientation du Fonds stratégique industriel ont publié aux éditions de l'Atelier « 10 propositions pour sortir de la crise, sans recommencer comme avant ! ».

Un ouvrage que l'on trouve dans toutes les bonnes librairies.

Dialogue social

No sunday pour Ikéa

Le tribunal de grande instance de Brest, saisi en référé par les syndicats d'Ikea, dont la CGT, a interdit l'ouverture du dimanche aux magasins de Brest et de Nantes, avec une astreinte de 4.000 euros par dimanche travaillé et par salarié employé le même jour, et 35.000 euros par heure d'ouverture.

Le magasin Ikea de Nantes, ouvert dimanche dernier malgré un arrêté préfectoral l'interdisant et des manifestations syndicales, a été verbalisé par l'inspection du travail.

Ikea se réclamait de la nouvelle loi sur le travail dominical pour ouvrir ses magasins, ce en quoi la justice lui a donné tort, les arrêtés préfectoraux de 1968 et 1975, interdisant l'ouverture du dimanche, prévalant sur une loi qui ne modifie pas le code du travail.

Chasse gardée

La loi du 20 août 2008 sur la représentativité prévoit que les instances représentatives du personnel soient opérationnelles partout d'ici fin 2013. Dans ce cadre, cette loi a posé le principe d'une négociation sur l'organisation du dialogue social dans les TPE (Très Petites Entreprises).

Dans un communiqué commun, le Medef et la CGPME viennent de déclarer leur refus de négocier avec les organisations syndicales sur le dialogue social dans les très petites entreprises (moins de 11 salariés). Ainsi le patronat s'accommode très bien de la situation actuelle qui voit près de 4 millions de salariés exclus de toute mode de représentativité.

Cela montre aussi sa réticence à voir émerger le syndicalisme dans ces très petites entreprises où il a pris l'habitude de faire la pluie et le beau temps.

Égalité

Peu de dirigeantes !

Le plafond de verre reste une réalité en France : seules 17% des entreprises françaises sont dirigées par une femme. Les femmes sont de plus en plus diplômées, mais le "plafond de verre" demeure une réalité. Seules 17,2% des entreprises françaises sont dirigées par une femme. Elles sont 8,6% dans les entreprises de plus de 250 salariés contre 18,9% dans les entreprises de moins de 10 salariés.

Les femmes sont encore moins présentes dans les instances de direction. Parmi les entreprises du CAC 40, l'entreprise dont les instances dirigeantes sont les plus féminisées est L'Oréal, avec pourtant seulement 19% de femmes, à France Télécom il n'y en a que 12%. EADS et Vallourec n'en comptent aucune.